

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTERIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation des élections, révision du code électoral</i>	2
1.1.2	<i>Mouvance présidentielle</i>	5
1.1.3	<i>Opposition, revendication d'une « transition »</i>	6
1.1.4	<i>Condamnés de la crise de 2002, exilés</i>	7
1.2	RELATIONS EGLISES-ETAT : NOMINATION DU NOUVEL ARCHEVEQUE	8
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, « BONNE GOUVERNANCE »	9
2	COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE	11
3	MIGRATIONS	13
4	DROITS HUMAINS	13
4.1	DROITS DES FEMMES	14
4.2	PROTECTION DES ENFANTS, EXPLOITATION SEXUELLE	14
4.3	ARMES	15
5	EDUCATION, UNIVERSITE	15
6	MEDIAS	16
7	ECONOMIE	17
7.1	BANQUE MONDIALE, FMI, OMC, EFFACEMENT DE LA DETTE	17
7.2	SITUATION ECONOMIQUE, CONJONCTURE, DEMOGRAPHIE	18
8	SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES	19

1 POLITIQUE INTERIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

« Il n'y a jamais eu de coup d'Etat à Madagascar même en 2002 », selon Marcel Ranjeva ministre des Affaires étrangères. La question est revenue sur le devant de la scène suite à un document de l'UA sur *les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique*, document dans lequel Madagascar est cité. « En fait, il s'agirait d'un rapport élaboré par des experts de l'UA. Mais ce n'est pas une position commune adoptée. Il n'est encore ni daté, ni signé mais porte l'en-tête de l'Union Africaine. Il a été élaboré vers la fin de l'année 2005 et le contenu du paragraphe concernant Madagascar s'inspire fortement du rapport de l'ancien Secrétaire Général de l'OUA en juin 2002 » fait remarquer le ministre, qui a insisté sur le fait que le cas de la Grande Ile ne correspondait pas à la typologie de coup d'Etat. "Sur les 58 coups d'Etat recensés en Afrique entre 1958 et 2005, il n'y en a jamais eu mention du cas de Madagascar", a expliqué le général Ranjeva. L'objet de l'opération vise à *réparer auprès de l'opinion publique l'effet de la déclaration de Herizo Razafimahaleo*. L'ancien patron du Leader-Fanilo avait qualifié de "coup d'Etat" la première investiture du président de la République du 22 février 2002. (D'après Midi et L'Express du 01/02/06)

1.1.1 Préparation des élections, révision du code électoral

Elections présidentielles : avancées en septembre ? Le président Marc Ravalomanana a déclaré qu'il n'y aura aucune élection cette année mais il a laissé entendre que « *les choses pourraient changer si des cas de force majeurs surgissaient* » Tout compte fait, le chef de l'Etat pourrait être amené à développer une stratégie politique pour, au bout du rouleau, faire tenir ces échéances électorales capitales en septembre. En effet, *le dilemme constitutionnel commence à s'envenimer sur le choix de la date de la fin du mandat présidentiel : le 22 février ou le 6 mai 2007 ?* Le problème a été assez discuté durant ces quatre années de règne de Marc Ravalomanana : si ce dernier choisit le 6 mai 2002, comme date du début légal de son mandat, c'est qu'il avoue publiquement avoir usurpé sa fonction entre le 22 février et le 6 mai 2002 ; et s'il choisit le 22 février 2002 comme date de son intronisation officielle à la tête de la République, c'est qu'il avoue ne régner que par légitimité et non par légalité. La présidence de la République sait pertinemment que *les opposants vont l'attendre au tournant de ce choix de date. Une situation catastrophique et une ambiance délétère qui vont ainsi permettre au chef de l'Etat de saisir la HCC pour faire constater l'existence d'un cas de force majeur*. En parallèle, Marc Ravalomanana pourrait, en toute confiance, déposer, au plus tôt en juillet, sa démission dans la mesure où ce sera Rajemison Rakotomaharo qui va assurer l'intérim à la tête de l'Etat. Le second qui a déjà suffisamment prouvé au premier son entière allégeance. Le « coup » pourrait être fatal aux autres candidats qui seraient pris au dépourvu par cette anticipation. (D'après La Gazette du 31/01/06)

Date de l'élection présidentielle : l'incertitude bloque tout : les bailleurs de fonds sont avares de messages forts sur leur intention de débloquer les crédits promis ; le chef de l'Etat en voyage à l'étranger, sans qu'on sache réellement où et pourquoi ; des ministres qu'on ne voit nulle part ; black out total sur la date de l'élection présidentielle... Tout cela pour dire *que le pays vit dans l'incertitude*. Une incertitude qui commence à peser, à faire ses effets dans certains milieux, *notamment celui des affaires*. Pour les opérateurs économiques, vivre ainsi dans l'incertitude, c'est un peu avancer sans boussole. L'absence de la moindre

information quant à la tenue du scrutin présidentiel ne fait qu'alimenter les spéculations, grossit les rumeurs, entretient le doute au sein de l'opinion. Le fait de dissimuler au public une telle date, joue évidemment en faveur du « *candidat officiel* ». Celui-ci peut alors choisir la période ou le jour qui l'arrange. Mais *une telle attitude dénote un certain embarras*, qui n'est pas étranger à la tenue de « *deux* » investitures. *Va-t-on décréter une date par rapport à 22 février ou à 6 mai 2002 ?* Le dilemme est cornélien. (D'après *La Gazette* du 10/02/06)

Le Président encense le 22 février, « *date mémorable* » : répondant à la question d'un journaliste si le 22 février 2002 marque le début effectif de son mandat, le Chef de l'Etat d'indiquer simplement que la journée du 22 février traduit pour lui un événement mémorable de sa vie, sans lequel l'investiture du 6 mai (jonction formelle à la légalité) n'aurait pas eu lieu. Pour marquer cette symbolique cérémonie Marc Ravalomanana a présenté le « *Madagascar Action Plan* » avec lequel Madagascar réalisera un programme de 5 ans. « *Nous poursuivrons notre chemin, nous continuerons de travailler* », une déclaration prise comme étant une déclaration de candidature à la prochaine présidentielle. (D'après *Midi* du 23/02/06)

Pety Rakotoniaina, maire de Fianarantsoa, est candidat à l'élection présidentielle. Il l'a annoncé de manière indirecte. On avait deviné une telle issue, au vu de l'activité frénétique, menée par l'intéressé pour étendre son mouvement *Tambatra*, sur toute la province de Fianarantsoa. Pety va maintenant parcourir les 5 autres provinces pour implanter des antennes. Il n'a pas tort de tenter sa chance, car il peut faire bonne figure dans la compétition. Il est certain que *son parti, le MFM va se mobiliser derrière lui. Pety Rakotoniaina, fervent militant pro-Ravalomanana de 2002, a la capacité de rallier les déçus du régime Ravalomanana.* (D'après *La Gazette* du 04/02/06)

AREMA : participation conditionnelle à la présidentielle. *Le secrétaire national de l'AREMA, Pierrot Rajaonarivelo est le premier politicien à avoir déclaré officiellement de Paris sa candidature à la prochaine élection présidentielle.* Le président national du MONIMA, Monja Roindefo et le maire de Toamasina, Roland Ratsiraka ont emboîté son pas. Les éventuels adversaires potentiels du président Marc Ravalomanana (on cite le plus souvent Jean Lahiniriko, Norbert Lala Ratsirahonana, Herizo Razafimahaleo et Ny Hasina Andriamanjato) attendraient le moment opportun pour afficher leur ambition de briguer la magistrature suprême. Mais, au fur et à mesure que cette échéance électorale approche, que l'on constate que l'actuel président de la République n'est pas prêt à débloquer la crise politique engendrée par les événements de 2002 et que des personnalités politiques se relaient ces derniers temps pour alerter sur les risques encourus par la « *tenue forcée* » de cette élection, l'AREMA conditionne la participation de son secrétaire national à cette compétition politique. Selon le secrétaire administratif de ce parti, Vaovao Benjamin, si les dirigeants actuels persistent, *on assistera non pas à une élection, mais à l'installation d'un homme à la tête du pays :* « *Tant que de nouvelles règles de jeu ne sont pas là, l'AREMA ne pourra pas participer à la prochaine élection présidentielle. Il ne s'agira pas dans ce cas d'une lâcheté politique, mais au contraire d'une sagesse bien mesurée pour éviter le pire. L'AREMA n'a pas peur d'une élection présidentielle, mais c'est ce régime qui fait tout pour dissuader les éventuels adversaires potentiels de Marc Ravalomanana* ». (D'après *Tribune* du 01/02/06)

Prochaine élection présidentielle : la SPDUN pour Jean Lahiniriko ? Le président de l'Assemblée nationale sera-t-il candidat à la prochaine présidentielle ? Une question qui préoccupe non seulement les observateurs, le TIM, mais aussi le président de la République. « *Jean Lahiniriko est parti à l'extérieur pour chercher des financements !* », affirment des observateurs. Là où il y aurait problème, c'est que les parlementaires qui le soutiennent ne

pourraient pas utiliser le nom de la plateforme (SPDUN). La raison en est que la SPDUN regroupe actuellement des parlementaires issus de partis politiques différents comme l'AREMA, le Leader-FANILO, l'AVI, et des parlementaires indépendants qui sont unis par une seule cause : dénoncer les dérives du régime. (D'après Tribune du 17/02/06)

Révision du code électoral rejetée par le TIM : le TIM a quitté le comité technique de suivi créé pour s'occuper de la confection de proposition d'un nouveau code électoral et d'une loi sur les partis politiques avec le CSLCC et le FES (Friedrich Ebert Stiftung). Les autres partis de la mouvance présidentielle y restent pour témoigner qu'ils sont pour ces projets financés par les bailleurs de fonds. Face à la persistance du président de la République et du TIM à ne pas procéder à la révision de certaines dispositions de l'actuel code électoral, la SPDUN a déclaré que *l'on s'achemine vers la candidature unique en 2007*. « Des candidats se présenteront, mais ils ne seront là que pour masquer cette autre forme de la dictature à l'africaine », a martelé le député Saina Michel. Pour le TIM, le code électoral actuel a permis, en 2002, à un candidat de l'opposition, en l'occurrence Marc Ravalomanana, de se faire élire président de la République. Ce qui veut dire que rien n'empêche les candidats de l'opposition actuelle de se faire élire également à la prochaine présidentielle avec le même code électoral. (D'après Matera du 09/02/06 et Tribune du 20/02/06)

«Le changement de code électoral est nécessaire», selon l'AKFM : pour ce parti, c'est un des moyens de rasséréner le climat politique actuel. Et de régler les dissidences générées par la crise politique de 2001-2002, «l'amnésie et la réconciliation nationale sont un autre moyen». «Pour véritablement remédier aux problèmes actuels, et parer à une autre crise éventuelle après les élections présidentielles, il faudrait que tous les acteurs de la vie politique s'attellent à chercher des solutions.». (D'après Les Nouvelles du 22/02/2006)

Réforme du code électoral - Le Cnoe propose la confrontation des PV aux prochains scrutins au sein de la Commission de recensement matériel des votes (CRMV). L'un des changements proposé par l'ONG concerne également *la mise en place d'un ticket électoral en lieu et place des cartes électorales, avec en prime, la possibilité pour la diaspora de participer aux scrutins*. L'ONG estime pourtant encore nécessaire le maintien du Conseil National Electoral (CNE) comme organe d'observation des opérations de vote et l'organisation des scrutins au ministère de l'Intérieur et de la réforme administrative. “Nous verrons plus tard la mise en place d'un comité indépendant pour l'organisation des scrutins”, a fait savoir le responsable de l'ONG. “Nous organiserons *une conférence internationale pour valider le projet afin que les résultats acquièrent plus de crédibilité*”, a lancé Tanteliniaina Rakotoarison. “Nous sommes encore en train de boucler nos dossiers pour la recherche des financements”, a continué le secrétaire général adjoint de cet organe indépendant d'observation des élections. Avec le projet de code électoral proposé par le Conseil chrétien des églises, *il y aura donc deux propositions qui seront dévoilées d'ici quelque temps*. A l'instar du plan du KMF/Cnoe, celui du FFKM reste au stade d'élaboration. (D'après L'Express du 15/02/06)

Le chef de district, autre problème de l'élection présidentielle à venir : remplaçant les préfets et les sous-préfets, le code électoral lui donne des *responsabilités étendues dans l'organisation des scrutins*. Sa défaillance peut avoir des conséquences négatives sur l'intégrité et la crédibilité du vote lui-même. Alors que l'élection présidentielle approche et que la révision des listes électorales a commencé, la question se pose de savoir *si le chef de district pourra assumer ces responsabilités en toute indépendance et avec des moyens suffisants*. Sa relation hiérarchique avec le chef de région désigné par le président de la

République, candidat potentiel à l'élection à venir suscite des critiques. (D'après *Les Nouvelles du 16/02/06*)

Le ministère de la Décentralisation a repéré 9 communes fantômes : à l'heure où l'on actualise la liste électorale, les problèmes liés au recensement reviennent sur le tapis. Le ministère de la Décentralisation a repéré 9 communes fantômes à partir des financements qu'il envoie. Des flous subsistent sur le nombre réel de *fokontany* et de communes. (D'après *Les Nouvelles du 21/02/06*)

Confection des listes électorales : les partis politiques absents. L'arrêtage provisoire des listes électorales s'est déroulé, en général, selon les normes. Ce constat est du CNE qui semble satisfait des travaux des Comités Locaux de Recensement (CLR). Près de 70% de la révision des listes est satisfaisante. Toutefois, l'absence des partis politiques, toutes tendances confondues, au sein du CLR, est regrettable. Par contre les membres du KMF-CNOE ainsi que ceux de « *Justice et Paix* » ont participé activement aux travaux. ***La présence des membres du CNE dans les zones rurales est vivement sollicitée*** car la population n'y est pas au fait du processus électoral. Raison pour laquelle ses voix sont souvent spoliées. En général, les fraudes électorales se rencontrent en zones rurales par le biais de la falsification des procès-verbaux. (D'après *Tribune du 24/02/06*)

«Une élection des gouverneurs et des chefs de région doit se tenir cette année», selon le Sefafi. D'une part, parce que la Constitution souligne que le gouverneur est élu pour un mandat de 5 ans alors que les précédentes élections ont été tenues en 2001. De plus, la « délégation spéciale » n'est qu'une formule provisoire qui aurait dû être limitée dans le temps. Pour les chefs de région, la loi souligne que leur élection doit se tenir au terme d'une période transitoire de 2 ans. Alors que cette période s'achève cette année, une élection est donc nécessaire. Cependant, il pose quelques conditions pour le bon déroulement de ces élections de différentes natures à venir : le code électoral est à modifier, avec création ***d'un Conseil électoral national indépendant***. Le Sefafi propose aussi ***l'informatisation des listes électorales***. L'accès aux médias pose des problèmes : ***«l'impartialité des médias publics laisse à désirer»***. Mais ***les médias privés aussi ne sont pas épargnés***. Ils sont souvent la ***propriété de candidats riches*** qui seront favorisés par rapport à d'autres. De plus, la confusion et le flou des textes nécessitent l'adoption rapide du ***«nouveau code de la communication»***. (D'après *Les Nouvelles du 25/02/06*)

Les Nations unies à la rescousse pour la préparation des élections : le président a reçu un expert des Nations unies en processus électoral. Une ***expertise sollicitée par le gouvernement***, portant surtout sur une ***évaluation du processus électoral***. Il s'agit en priorité d'identifier l'origine du mal, avant de trouver de quoi le guérir. L'expert dépêché dans notre île a sondé les responsables administratifs et ceux des partis politiques. Il transmettra ses recommandations au secrétaire général, Kofi Annan. (D'après *Les Nouvelles du 25/02/06*)

Le gouvernement veut ainsi prouver sa bonne foi et rassurer la communauté internationale. Face aux différentes revendications, la demande du régime s'apparente également à une recherche de soutien sur le plan international. L'on se souvient de la remarque de James MC Gee, ambassadeur des Etats-Unis, qui avait indiqué qu'un climat de confiance restauré autour de l'organisation des élections pourrait ***"conduire à doubler l'aide pour Madagascar"***. (D'après *L'Express du 27/02/06*)

1.1.2 Mouvance présidentielle

La mouvance présidentielle à la dérive : à l'approche des échéances électorales, la mouvance présidentielle donne l'impression de se lézarder. Outre l'AVI, le MFM ou encore le RPSD sortent peu à peu de leur réserve pour critiquer le gouvernement tout en clamant leur appartenance à la mouvance présidentielle face aux attaques de l'opposition. (D'après L'Express du 25/02/06)

1.1.3 Opposition, revendication d'une « transition »

Les 3FN reprennent leur scénario de transition : 5 émissaires du CRN, du RFN et de la SPDUN ont tenu une réunion sur la "*finalisation du plan d'actions pour la transition*", selon un sénateur AREMA. En termes plus clairs, les 3FN sont en train de discuter du programme de transition, la structure, la façon et le calendrier menant à l'objectif fixé par la troïka. Cette rencontre a été l'une des premières entre les 3 entités après la non-manifestation du 17 décembre. *Six mois après la conférence nationale, la plate-forme de l'opposition n'a pas encore publié le contenu exact de son programme transitoire.* Seule la lettre ouverte au président de la République a permis de connaître un pan de l'intention des 3FN. La fameuse lettre, estampillée "*retour à l'envoyeur*" par Moxe Ramandimbilahatra, a évoqué un "*gouvernement d'union*" et la nécessité d'un "*dialogue national*". Le réveil des 3FN n'est pas sans relation avec l'ambiance politique du moment. Après 6 semaines de "*trêve*", la troïka se trouve dans l'obligation de se positionner. Depuis quelques semaines, en effet, un courant électoraliste commence à se faire entendre, et cela, au détriment des thèses de la troïka. (D'après L'Express du 01/02/06)

Opposition : désarçonnée : après avoir fait tonner la poudre verbale tant au niveau des médias que durant des meetings publics généralement non autorisés, l'opposition adopte actuellement une nouvelle stratégie : *le mutisme total*. Une politique du silence absolu qui inquiète au plus haut point ses membres et autres partisans. *L'opposition n'a pas, pour le moment, de programme précis.* Cette inertie des opposants laisse supposer que ces derniers sont littéralement désarçonnés. (D'après La Gazette du 15/02/06)

La transition, argument « oublié » par l'opposition : la transition ou l'exercice commun du pouvoir par l'opposition et le parti majoritaire était à la fois l'argument et la stratégie choisis par le 3FN pour participer à la direction de la nation. *Mais elle semble opter actuellement pour la voie des urnes.* Est-ce qu'à la place de la transition, l'opposition accepterait désormais de jouer la carte de l'élection présidentielle ? C'est ce qui semble être le cas. Les récents propos de la SPDUN ont été clairs : «*Nous n'avons pas peur des élections, à conditions que les règles de jeu soient claires*». En se prononçant pour le changement du code électoral, la SPDUN révèle son aspiration à l'élection présidentielle à venir. L'AREMA, semble elle aussi jouer le jeu. Le parti en refonte idéologique et structurelle se prépare vraisemblablement pour 2007 même s'il n'y a pas encore de candidat désigné. *Seul le CRN composé notamment d'Albert Zafy semble encore se cantonner à cette idée de «transition».* Reste à savoir la possibilité de sa réalisation concrète vu que dans la conjoncture actuelle, le CRN est marginalisé. (D'après Les Nouvelles du 20/02/06)

Lala Henriette Ratsiharovala, ministre de la Justice, nie en bloc une soi-disant initiative de son département pour lancer des mandats d'arrêt contre des membres de l'opposition. Depuis trois semaines, plusieurs membres de l'opposition ont évoqué l'existence d'une liste noire de personnes à arrêter par le pouvoir dans leur camp. Le nombre d'une trentaine de personnes avait même circulé. C'est pour cette raison que certains membres des 3FN ont évoqué l'annulation de quelques réunions de la plate-forme de l'opposition. "*Libérée*", d'un tel

poids, l'on s'attend donc à un regain d'activités de la troïka de l'opposition qui exige la mise en place d'une transition. (D'après L'Express du 20/02/06)

Probable évacuation du député Voninahitsy à l'étranger pour soins médicaux : une équipe du ministère de la Justice et des médecins spécialistes sont venus à la maison centrale à Antanimora pour suivre de près l'état de santé du député de Maintirano qui souffre de diabète. « *Jean Eugène Voninahitsy n'a pas encore déposé de demande pour se faire soigner à l'extérieur* », déclare un proche du président national du Rpsd. Ce dernier ajoute cependant que la famille s'inquiète de son état de santé. (D'après L'Express du 23/02/06)

D'après les membres de sa famille ainsi que quelques parlementaires qui lui ont rendu visite, l'homme est malade *mais l'Etat vient de lui refuser toute sortie de prison, même pour des soins médicaux*. (D'après La Gazette du 28/02/06)

Une délégation du Collectif de soutien aux 3FN reçue au Quai d'Orsay : cette délégation, regroupant les forces politiques et associations s'opposant au régime Ravalomanana a rencontré un haut responsable de ce département ministériel L'occasion a été mise à profit par cette plateforme de l'opposition basée à Paris de « *mener une campagne d'information pour faire connaître les problèmes et pour prévenir les conflits postélectoraux à Madagascar et de tirer une sonnette d'alarme pour appuyer l'exigence d'une solution politique pacifique par l'intermédiaire d'un régime de transition à Madagascar* ». (D'après Tribune du 27/02/06)

Des officiers pro- Ratsiraka s'activent : certains ont fait de la prison après la crise post-électorale de 2002, d'autres n'ont pas été inquiétés. Mais ils restent tous fidèles à l'ancien chef suprême des armées. Lequel garde, semble-t-il, auprès de ces gradés un certain ascendant. Ils ont convenu de *programmer des réunions à intervalles réguliers* et se sont accordés pour suivre de près l'évolution de la situation politique du pays à l'approche des élections. Enfin, certains participants ont décidé *de ne plus accepter des postes offerts par l'actuel pouvoir* «*pour ne pas hypothéquer l'avenir*». Cette consigne serait envoyée aux civils partisans de l'ancien président. (D'après Midi du 28/02/06)

1.1.4 Condamnés de la crise de 2002, exilés

Lahady Samuel reste en prison - L'ex-gouverneur refuse la liberté. L'ancien gouverneur de Toamasina *préfère défendre son cas devant la Justice* plutôt qu'accepter une remise de peine, décrétée par le chef de l'Etat. La résistance de l'ancien gouverneur s'explique par la condition liée à la remise de peine. Les bénéficiaires d'une telle mesure devront dès lors renoncer à leur droit d'interjeter appel ou encore de se pourvoir en cassation. *Et accepter la remise des peines entraîne en même temps la privation d'autres droits dont l'éligibilité.* A l'heure actuelle, sur son lit d'hôpital, l'administrateur attend son procès en appel qui aurait dû se tenir en janvier. Mais il n'est pas le seul : *les condamnés de 2002 font de la résistance.* Victor Wing Hong et l'ancien député Ratoabolamanana Merci ont également décliné l'offre. Devant de tels refus, *c'est la stratégie du chef de l'Etat pour apaiser la tension qui connaît quelques contretemps.* Avec la grâce et la remise de peine, le président Ravalomanana pensait arriver à contourner la pression de l'amnistie brandie par l'opposition. Des 6 gouverneurs des provinces du temps de l'Amiral, seul Lahady Samuel est encore en prison, en attendant son appel. Emilson, ancien gouverneur de Fianarantsoa, a purgé sa peine et a recouvré sa liberté. Etienne Hilaire Razafindehibe, ancien gouverneur de Mahajanga, a bénéficié d'une grâce présidentielle. **2 de leurs homologues se trouvent en exil en France.** Ils ont été condamnés par contumace. Il s'agit de Gara Jean Robert, ancien gouverneur d'Antsiranana, et de Jean de Dieu Maharante, ancien gouverneur de Toliara. Une des charges retenues contre eux concerne la tentative de

sécession par une déclaration d'indépendance des 5 provinces en 2002. Seul Pascal Rakotomavo, gouverneur de la province d'Antananarivo, n'a pas participé à la déclaration commune de ses homologues. Il n'a jamais été inquiété par la Justice. (D'après L'Express du 14/02/06)

L'ancien gouverneur de Toamasina Lahady Samuel sera libéré en septembre : selon ses proches, il aura purgé sa peine dans 6 mois, après 4 ans d'emprisonnement, en grande partie passés sur un lit d'hôpital. Le septuagénaire *sortira donc une année plus tôt, grâce à une remise de peine*. Ses proches voudraient encore pouvoir anticiper cette libération, en raison de son état de santé et surtout de celle de son épouse. (D'après L'Express du 28/02/06)

Situation des réfugiés en France : « *Nous voulons rentrer au pays* » ; ils demandent que le gouvernement réexamine leur situation. Mais, la situation qui prévaut à Madagascar n'est pas encore propice à ce retour. En fait, *combien sont-ils* et qui sont-ils à pratiquer la galère en France ? *L'Etat devrait statuer sur leurs cas et offrir de plus amples renseignements de ce qu'ils ont fait*. On se demande également si ces exilés ont des dossiers devant la Justice ou non car tout est flou. (D'après Tribune du 07/02/06)

AREMA : Ratsiraka a toujours son mot à dire. Selon le député Charles Andriamahefa, l'ancien Président et fondateur de l'AREMA Didier Ratsiraka aurait toujours son mot à dire sur la vie du parti. « *Il demeure le Secrétaire général, et Pierrot Rajaonarivelo en est le secrétaire national. Ils demeurent peut-être à l'extérieur, mais leurs ordres sont respectés* », a bien précisé cet élu. L'AREMA revient sur le devant de la scène politique à l'approche de son **30ème anniversaire** le 19 mars. Concernant la candidature de Roland Ratsiraka, « *le parti AREMA ne s'y oppose pas. Seul Didier Ratsiraka peut s'opposer à une telle candidature, si toutefois il voulait se présenter* » (D'après Midi du 15/02/06)

1.2 Relations Eglises-Etat : nomination du nouvel archevêque

Mgr Odon Razanakolona : un peu trop quand même... Le nouvel archevêque d'Antananarivo a refusé poliment l'hélicoptère que la Présidence de la République voulait envoyer à Ambanja pour le ramener dans la capitale. *L'homme veut ainsi manifester son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique et rompre avec les pratiques de son prédécesseur*. On en fait un peu trop pour le nouvel archevêque, et on pourrait reprocher à l'Eglise catholique un certain péché de vanité. (D'après La Gazette du 31/01/06)

Mgr Odon Razanakolona : scruté avec attention. On dit que *l'homme ne serait plus décidé à poursuivre les relations trop intimes entre l'Eglise catholique et le régime Ravalomanana, engagées par son prédécesseur, le cardinal Armand Razafindratandra*. Archevêque d'Antananarivo, président de la conférence épiscopale et futur cardinal, le promu devrait remplacer le cardinal Armand Razafindratandra dans l'instance dirigeante du FFKM, avec le titre de chef de l'Eglise catholique de Madagascar. (D'après La Gazette du 04/02/06)

L'avènement de Mgr Odon Razanakolona a sonné la brouille entre Marc Ravalomanana et l'Eglise catholique. Avec le nouvel archevêque, *le chef de l'Etat n'entreprendra pas l'intimité complice qui avait prévalu dans ses relations avec le cardinal Armand Razafindratandra*. L'absence de Marc Ravalomanana à la cérémonie d'intronisation a manifesté le dépit présidentiel vis-à-vis du promu et de l'Eglise catholique en général. Il est presque certain d'ailleurs que le chef de l'Etat a volontairement pris le large pour esquiver la cérémonie d'intronisation. Certains ont avancé le fait que la promotion d'un fils du pays Betsileo a déplu au chef de l'Etat. Il a surtout été froissé quand le nouvel archevêque ait repoussé l'hélicoptère présidentiel envoyé à Ambanja pour le ramener à Antananarivo. Il a

ensuite été contrarié en apprenant que le refus résultait de la nouvelle attitude adoptée par l'Eglise catholique, et fondée sur le rejet de la connivence avec Marc Ravalomanana. *L'assemblée des évêques en effet a dénoncé l'engagement un peu trop prononcé du cardinal en faveur du régime*, et a souhaité que l'Eglise catholique ne fût plus entraînée dans cette « aventure ». Les réserves de Mgr Odon Razanakolona trouvent donc leur origine dans les *consignes de la conférence des évêques et peut-être même du Vatican*. Le Vatican, chuchote-ton, est en train de retirer sa caution au protestant Marc Ravalomanana et pourrait la reporter sur un enfant de la maison. Conscient peut-être de ce revirement de l'Eglise Romaine, le catholique Jacques Sylla s'attache à recueillir l'héritage et flatte le nouvel archevêque afin de s'attirer ses bonnes grâces (D'après *La Gazette* du 13/02/06)

Le gouvernement courtise le nouvel archevêque : Jacques Sylla a renouvelé l'intention du gouvernement de conforter la collaboration entre l'Eglise et l'Etat. "Nous espérons que la collaboration entre l'Eglise et l'Etat se consolidera », a fait savoir le chef du gouvernement, lors de l'intronisation du nouvel archevêque. « L'Etat est toujours prêt à tendre la main pour favoriser le développement ", a-t-il ajouté. Devant un tel appel du pied, l'archevêque Odon Razanakolona s'est voulu prudent et a fait jouer son talent de diplomate. "Beaucoup d'entités portent leurs espoirs en moi. Mais je n'ai pas de réponse particulière à leur donner. Le rappel des expériences faites par des prédécesseurs permet d'en tirer des leçons et non pas de les copier", a-t-il éludé. (D'après *L'Express* du 13/02/06)

Mgr Odon Marie Razanakolona célèbre sa première messe. Le président du Sénat a assisté à la liturgie ainsi que différents responsables du diocèse. Lors de son allocution, Rajemison Rakotomaharo a évoqué *la nécessité de renforcer la collaboration entre Eglise et Etat*. (D'après *Les Nouvelles* du 21/02/06)

Les sectes, bientôt l'autre médiateur entre le pouvoir et le peuple ? « Si ni le FFKM ni l'armée ne prennent leurs responsabilités et ne se posent pas en médiateurs entre le pouvoir et le peuple, pour préparer des élections dans le calme, nous fonderons l'association des églises chrétiennes-sectes de Madagascar ou FFKSM ». Ces propos sont du pasteur Edouard Tsarahame, coordinateur national de l'association des Jeunes qui se concertent et s'interrogent sur l'avenir de la Nation. Le pasteur pentecôtiste compte faire de cette association un centre de formation de jeunes à la direction des affaires nationales. (D'après *Les Nouvelles* du 27/02/06)

1.3 Lutte contre la corruption, « bonne gouvernance »

100 000 livres du BIANCO pour sauver les enfants de la corruption : il faut que les enfants adhèrent à la lutte contre la corruption. Ainsi, nous sauverons une première génération de ce fléau. C'est dans cette optique que le directeur du BIANCO a remis 100.000 livres sur la lutte contre la corruption au ministère de l'Education. Le ministre Haja Razanajatovo a quant à lui déclaré que *la lutte contre la corruption sera bientôt incluse dans les programmes scolaires dès les classes fondamentales*, la corruption constituant un ennemi majeur du développement. *Le financement de cette production a été assuré par l'USAID*, dans le cadre du programme Misonga, qui a pour objectif de promouvoir la bonne gouvernance. Le ministère envisage également *l'introduction de la protection de l'environnement et de la lutte contre le sida dans les programmes des classes fondamentales*. (D'après *Les Nouvelles* du 02/02/06)

Le CSLCC plaidera en faveur d'une loi sur les partis politiques. Des partis politiques modernes. C'est ce que le Conseil Supérieur de la Lutte Contre la Corruption veut voir émerger. Il a inclus dans son programme 2006 le plaidoyer en faveur de l'adoption et la mise

en œuvre de la loi sur les partis politiques. Il va concentrer son action au niveau de l'Assemblée nationale et du parti majoritaire.

50 signatures pour un titre foncier - Le milieu rural reste l'otage des cadastres. Le système est chaotique et ubuesque. *Le secteur foncier est, sans doute, l'un des domaines où les changements se font pressants à Madagascar.* Pour obtenir un titre de propriété, il faut acquérir jusqu'à 50 signatures, et la procédure peut prendre jusqu'à 10, voire 20 ans avant qu'elle aboutisse. Sans parler des charges financières exorbitantes, constituant l'un des principaux blocages à l'accès aux titres fonciers. L'incapacité de l'administration à assumer les travaux constitue la principale source des problèmes, ajoutée au manque de personnel spécialisé, à l'insuffisance des moyens matériels et aux difficultés d'accès aux services publics. *L'Etat se trouve, par conséquent incapable de répondre à la demande de la population en matière de sécurisation foncière.* Dans le milieu rural, 80% des terres ne sont ni titrées, ni bornées ni mises en cadastre. Autrement dit, en appliquant le principe de domanialité, ces terrains appartiennent encore à l'Etat. (D'après L'Express du 07/02/06)

Université d'Antananarivo : le BIANCO traque ! Quelquefois taxé d'être un instrument politique entre les mains du pouvoir, ce Bureau Anti-corruption *s'implante presque dans toutes les administrations, publiques et semi-publiques, voire privées.* Depuis un certain temps, sa présence est effective à l'université d'Antananarivo. Là où le SECES ne cesse de crier au non-respect de l'autonomie et de la franchise universitaire face à cette "intrusion" du BIANCO. Depuis sa présence à l'université, le BIANCO a pu jeter en prison pour corruption 4 responsables, dont 2 ex-secrétaires généraux du SICU, l'ex-directeur de l'Ecole Polytechnique et tout récemment, le 3ème vice-président de l'université. Un doyen de Faculté vient d'être auditionné pour la 3ème fois. Sans compter les chefs de Département qui se trouvent actuellement dans le collimateur. (D'après Tribune du 08/02/06)

La descente du BIANCO à l'Université est décriée par des membres du SECES au nom de la franchise universitaire. Mais des adhérents du syndicat du personnel administratif et technique se félicitent de l'évènement. Selon eux, il y a de réels abus sur le campus. *Depuis la Révolution notamment, un véritable pactole était déversé sur l'Université,* et le versement ne faisait l'objet ni d'un suivi ni d'un contrôle. Les régimes successifs ont ménagé l'institution universitaire qui avait la capacité de déstabiliser, et tâchaient de ne pas la froisser. Il y eut donc des détournements à grande échelle à l'Université. (D'après La Gazette du 09/02/06)

Rizières de Magro : l'Etat aux ordres de Tiko. Marc Ravalomanana a acquis ces derniers mois un millier d'hectares de rizières dans la région du Lac Alaotra, et entend s'y livrer à une culture à grande échelle. L'homme n'a pas lésiné sur les moyens et a déjà implanté d'énormes silos ainsi que des décortiqueries-minoteries : une chaîne complète pour produire et ensuite pour transformer le riz de manière à conférer au produit une forte valeur ajoutée. Tout ce complexe est inscrit au nom de Magro, une branche de Tiko, dont le propriétaire est le chef de l'Etat. *L'Etat s'implique puissamment dans ces opérations de mise en valeur engagée par une société privée.* On n'évoquera pas la manière trouble avec laquelle ces immenses superficies sont tombées dans l'escarcelle de qui on sait. L'aménagement des terrains a été exécuté par de gros engins de l'Etat, la culture a été réalisée avec l'assistance d'ingénieurs agronomes de la Fonction Publique, l'encadrement des ouvriers agricoles est fait par des fonctionnaires de l'Animation rurale. Ainsi qu'on le constate, l'Etat abat le gros du travail, mais quand viendra le moment de la récolte, tout ira à Tiko et rien à l'Etat. (D'après La Gazette du 08/02/06)

Lutte anti-corruption : le BIANCO, jusque dans le tribunal : un magistrat du ressort de la Cour d'Appel de Toamasina a fait l'objet d'une poursuite devant le tribunal correctionnel après enquête de flagrant délit de corruption diligentée par le BIANCO et placé sous mandat de dépôt. (D'après Tribune du 09/02/06)

Le Conseil national de la participation citoyenne en cours de mise en place. L'atelier du comité préparatoire pour la mise en place du Conseil national de la participation citoyenne vient de se terminer. Ce conseil s'aligne sur la même échelle que le Conseil national de lutte contre la corruption (Cnlcc) et est régi par le Programme national de bonne gouvernance (Pnbg). *La « participation citoyenne » est un élément majeur de la Bonne gouvernance.* (D'après Les Nouvelles du 11/02/06)

Le PREA, nouveau programme pour restaurer l'image de l'administration : le programme des réformes pour l'efficacité de l'administration ou PREA est *la dernière innovation du gouvernement en matière de bonne gouvernance.* Sa mise sur pied est fondée sur la volonté des dirigeants de donner une image saine de l'administration. « Pour restaurer un Etat de droit et une société bien « gouvernée » dans le pays, les pouvoirs publics ont d'abord élaboré le programme national de la bonne gouvernance (PNBG) contenant une panoplie de résolutions. Ce nouveau sous-programme concerne les réformes ayant pour objectif d'accroître l'efficacité de l'administration. (D'après Les Nouvelles du 11/02/06)

L'Intranet dans l'administration bientôt au service de la bonne gouvernance : le processus d'informatisation de l'administration est enclenché. Un programme national «e-gouvernance» axé sur l'Intranet est actuellement en train d'être mis en place par la cellule de développement de l'e-gouvernance (CDEG). Il se manifeste par un réseau d'ordinateurs qui pourront non seulement communiquer mais aussi échanger des informations. (D'après Les Nouvelles du 17/02/06)

Sondage national sur la corruption : le système judiciaire et la police pointés du doigt. Ce sondage reflète *les craintes des citoyens* concernant notre *système judiciaire et ses auxiliaires (policiers et gendarmes)*. En effet, seulement le tiers d'entre eux échappe au qualificatif de « corrompu ». Par ailleurs, cette enquête a mis en évidence *l'intangibilité des « gros poissons »* qui, pourtant, ne sont pas pour rien dans les 32 milliards Ar de pots-de-vin qui circulent annuellement. Le sondage a été réalisé auprès de 3.300 ménages et 900 agents de l'Etat. Sur les 3.300 personnes enquêtées dans les ménages, on a enregistré 1.377 cas de pots-de-vin. Une grande partie des personnes interrogées considère la corruption comme étant *l'un des 3 premiers problèmes qui affectent le pays*, après la cherté de la vie et la pauvreté. *La corruption décourage les usagers de traiter avec la justice.* En moyenne, chaque ménage a réservé 3,6% de son revenu annuel pour des pots-de-vin afin d'obtenir des services publics (7% de leur revenu pour les plus démunis). *14% seulement des ménages savent comment dénoncer ce fléau et 16% d'entre eux pensent que la dénonciation de la corruption portera ses fruits.* Faut-il signaler que les hauts dignitaires du régime sont toujours épargnés et ce sont les petits poissons qui ont été pris par le filet des agents chargés de traquer les corrompus et les corrupteurs. (D'après Tribune du 23/02/06)

2 COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE

Facilité pour l'eau de l'Union européenne : deux projets de 48 millions d'euros sont sélectionnées dans le cadre de l'Initiative européenne pour l'eau. Le premier projet, de 23,5 millions d'euros, porte sur l'extension de l'alimentation en eau potable dans la capitale. Ce financement vient en complément d'un prêt octroyé par la Banque européenne de

développement. L'Initiative européenne pour l'eau a alloué une première tranche de 230 millions d'euros pour les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). Lancée en novembre 2004, elle a sélectionné 97 projets sur près de 800 propositions. Ils vont bénéficier à 10 millions de personnes pour l'eau potable et à 5 millions pour l'assainissement de base. Madagascar peut soumettre d'autres projets pour la 2ème tranche à lancer en mars pour un montant total de 178 millions d'euros. (D'après *La Gazette du 03/02/06*)

Un fonds bilatéral français, Conservation International et le WWF dotent la COI de 2 millions d'euros pour son espace marin : les 5 pays de la COI viennent de bénéficier d'un financement à hauteur de 1,944 million d'euros pour la création d'un réseau régional des aires marines protégées. Pour Madagascar, ce projet contribue directement à l'objectif de la *Vision de Durban* qu'est de *tripler la surface des aires protégées soit à 6 millions d'hectares dont 1 million d'aires marines protégées*. (D'après *Les Nouvelles du 21/02/06*)

Soutien sans réserve de l'UE à Madagascar : l'enveloppe financière du 10ème Fed est de l'ordre de 22,7 milliards d'euros contre 13,5 milliards pour le 9ème Fed. Selon le ministre de l'Economie, des finances et du budget Radavidson Benjamin Andriamparany, les priorités de Madagascar dans le cadre de ce financement portent sur les infrastructures, le développement rural, la réforme institutionnelle, la décentralisation ou encore l'appui au secteur privé. Le ministre de l'Economie ira à Bruxelles en mars pour soutenir les programmes de Madagascar auprès de la Commission européenne. (D'après *L'Express du 17/02/06*)

FFE : pour l'émergence de jeunes leaders. Le projet « *Youth Leadership Training Program 2006* » initié par la *fondation allemande Friedrich Ebert (FFE)* démarrera officiellement. Il s'agit d'un *programme visant la participation des jeunes à la vie publique et aussi l'émergence de jeunes leaders*. Les participants issus des institutions publiques, de la société civile, des partis et des médias ont été recrutés sur présentation d'un dossier. *Cette fondation investit beaucoup dans la mise en place d'un Etat de droit*. A part les appuis aux activités de différents syndicats, FFE soutient des cercles de réflexion comme par exemple sur la refonte du Code électoral ou la réglementation du financement des partis politiques. (D'après *La Gazette du 15/02/06*)

L'USAID accordera 15 millions de dollars d'aide alimentaire en faveur des populations vulnérables. Ce programme vise surtout à améliorer la situation nutritionnelle de quelque 450 000 personnes, d'ici 2008. Il interviendra entre autres, l'agriculture, la santé et l'hygiène, ainsi que la création d'emplois ou d'activités génératrices de revenus. Ainsi, *l'USAID ne se contentera plus de ses diverses interventions en cas de secours d'urgence*. Elle s'engage également à *s'attaquer aux sources profondes de la pauvreté*. En matière d'aide d'urgence, cette agence continue d'assurer la disponibilité, à court terme, de vivres pour les 16 080 familles ayant souffert de malnutrition dans le Sud-est de Madagascar. (D'après *Xinhuanet du 12/02/06*)

Ministres de la Justice des pays francophones d'Afrique : instruments universels contre le terrorisme. Une délégation, conduite par Mme Lala Ratsiharovala, a participé à Sharm El-Sheikh, à la conférence des ministres de la Justice des pays francophones d'Afrique pour la mise en œuvre des instruments universels contre le terrorisme. Cette conférence a été conjointement organisée par le gouvernement égyptien et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en coopération avec l'OIF. La ministre a fait ressortir que nous avons déjà ratifié 10 des 12 instruments universels contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. Madagascar a également signé la convention contre le terrorisme

nucléaire qui constitue le 13e instrument mais qui n'est pas encore entré en vigueur. (D'après La Gazette du 17/02/06)

Opérateurs de l'Océan Indien : vers la suppression des frontières. 3 mois après le Forum des Iles qui s'est tenu à Antananarivo, les opérateurs économiques regroupés au sein de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI) se sont de nouveau donné rendez-vous afin de concrétiser la feuille de route. Les membres du comité exécutif se sont penchés sur un programme de travail commun en vue de mieux développer les échanges économiques entre les Iles de l'Océan Indien. Outre les mesures de *sécurité juridiques sur les affaires*, le comité a également évoqué la *facilitation de la circulation des biens et des personnes*. *Fait nouveau, l'ambassade de France a pris une mesure devant faciliter l'octroi de visa aux opérateurs économiques désirant de se rendre à la Réunion ou à Mayotte.* Dorénavant, l'obtention d'un visa pour les opérateurs malgaches inscrits sur une liste remise aux autorités françaises sera facilitée. (D'après Tribune du 18/02/06)

Océan Indien - Madagascar peut bénéficier du savoir-faire réunionnais. Un partenariat gagnant-gagnant. C'est en ces termes que François Caillé président du Medef de La Réunion qualifie le partenariat entre les deux pays. Les situations géographique et physique de la Réunion font que *l'île ne peut pas subvenir à ses besoins de consommation*. D'un autre côté, Madagascar, avec son immense potentiel, reste encore inexploité sinon sous-exploité. Le savoir-faire et les capitaux réunionnais peuvent être exploités sur le sol malgache pour créer un dynamisme économique entre les deux pays. (D'après L'Express du 23/02/06)

3 MIGRATIONS

Immigration en France - les étudiants triés sur le volet : la sélection des étudiants qui entendent poursuivre leurs études en France se fait désormais sur la base du mérite. Privilège accordé aux étudiants à *"fort potentiel"*. Ceci, depuis la mise en place du dispositif Centre pour les études en France (CEF). Opérationnel en Chine, au Maghreb, au Sénégal et au Vietnam, ce système destiné à faciliter la sélection des étudiants à *"fort potentiel"*, est récemment étendu à Madagascar, Mexique, Corée du Sud, Liban, Cameroun et Turquie. (D'après L'Express du 17/02/06)

16% des demandes de visas sont refusées, selon l'ambassadeur de France, Alain Le Roy. *Le projet de loi sur la réforme du Code d'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) inquiète les Malgaches* qui vivent ou qui ont des familles en France. *"La loi Ceseda conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne, entre autres le droit à la santé et au regroupement familial, ainsi que le droit des enfants à une éducation scolaire"*, déclare l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM). (D'après L'Express du 17/02/06)

4 DROITS HUMAINS

50 Bangladais interrogés pour migration clandestine à Mahajanga : ils demandent à être rapatriés dans leur pays d'origine. Selon une source policière, aucune prise en charge n'est allouée aux clandestins pendant leur séjour à Madagascar. De même, aucune mesure répressive n'est infligée à leur rencontre. Néanmoins, leurs passeports ont été confisqués par la police et ne leur seront rendus qu'au moment de leur embarquement. *Ces 50 Bangladais avaient embarqué à bord d'un bateau refoulé de Zanzibar. Ils avaient décidé de faire cap sur Madagascar pour y trouver refuge et un moyen de subsistance.* (D'après Jeune Afrique du 01/02/06)

Norbert Ratsirahonana : consultant juridique de l'ONG « SOS Victimes du Non Droit ». On ne voit plus guère Norbert Ratsirahonana dans les réunions de l'AVI, le parti qu'il a fondé. Peut-être craint-il de devoir se prononcer sur sa candidature à la prochaine élection présidentielle. Beaucoup en effet aimeraient connaître ses intentions réelles. Par contre, on l'aperçoit souvent dans les séances organisées par l'ONG « SOS Victimes du Non Droit », fondée par Rabary Mathilde. Norbert Ratsirahonana en est le consultant juridique et a mis personnellement la main à la pâte dans la *confection des prospectus et cassettes*. Il s'agit de supports qui véhiculent des renseignements très pratiques par exemple sur l'obtention d'une pension alimentaire, sur l'acquisition d'un terrain domanial etc. *Ces brochures et cassettes ont séduit diverses instances internationales, comme l'USAID et Women's Rights Initiative qui vont participer au financement de leur diffusion.* (D'après La Gazette du 02/02/06)

Les efforts du gouvernement vis-à-vis de la situation carcérale : les prisons abritent actuellement 20.000 détenus. Pour les désengorger, les actions entamées par le ministère de la Justice sont *l'accélération des audiences et l'extension des maisons de détention*, dont 3 vont être construites. Sur ces 20.000 prisonniers, 90% sont à la charge de l'Etat, qui doit assurer difficilement une ration de 2500 calories par jour à chaque détenu. *Seuls les prisonniers des camps pénaux ont la possibilité de subvenir à leurs besoins*, en raison des activités, comme l'agriculture ou l'élevage, qu'ils mènent. *Le nombre des camps pénaux va ainsi être augmenté*, pour contribuer à un allègement de la prise en charge des prisonniers par l'Etat. Dans ces camps pénaux, les prisonniers ont la possibilité de faire venir leur femme et leurs enfants, qui habitent dans les alentours du lieu de détention. (D'après Midi du 20/02/06)

4.1 Droits des femmes

Un cas de harcèlement sexuel déclenche les foudres du gouvernement : ce délit est récurrent dans le milieu du travail, mais le mutisme est trop souvent de mise. La volonté politique pour lutter contre le phénomène s'est manifestée hier. Une des victimes de la concupiscence d'un responsable d'une entreprise franche d'Antsirabe a osé porter plainte. Et, ce qui est encore plus rare, *le ministère concerné est descendu sur place et prend les choses en main*. L'hélicoptère présidentiel a été réquisitionné pour que le ministre de la Fonction publique, du travail et des lois sociales constate les faits sur place. On ne tolérera pas le harcèlement sexuel, surtout pas venant d'étrangers, issus de pays développés, et censés connaître les textes réglementaires en la matière, a déclaré le ministre Jean Théodore Ranjivason. (D'après Les Nouvelles du 03/02/06)

4.2 Protection des enfants, exploitation sexuelle

Protection de l'enfance et la lutte contre l'exploitation sexuelle : « Groupe Développement » est une ONG française qui intervient à Madagascar dans la protection de l'enfance et la lutte contre l'exploitation sexuelle. Il a instauré un *partenariat avec L'Institut National de Tourisme et d'Hôtellerie (INTH)*. Le tourisme sexuel impliquant des enfants est une réalité à Madagascar et tend à se développer principalement dans les villes côtières où le tourisme est plus développé. Mais il sévit aussi sur l'ensemble du territoire. Contrairement à ce que l'on a tendance à croire, *les touristes sexuels occasionnels* représentent la majorité des abuseurs. En fait, ils sont ceux qui désinhibés par le voyage, se laissent tenter et passent à l'acte. « Groupe Développement » mène une campagne nationale qui vise à sensibiliser la société civile. Les touristes, nationaux et étrangers, et les professionnels du tourisme sont particulièrement visés par les actions de ce projet. (D'après Tribune du 15/02/06)

Madagascar pratique toujours la traite de personnes : les enfants, notamment des jeunes filles de 12 à 14 ans, sont recrutés sous de faux prétextes d'emploi légitimes comme serveuses ou ménagères. « Madagascar est un pays source pour les enfants victimes de traite interne à des fins d'exploitation sexuelle et éventuellement de travail forcé », indique le rapport 2005 sur la traite de personnes, établi par le Département d'Etat américain. Le pays reste toujours au niveau 2 dans la classification de ce rapport. Toutefois, «une certaine évolution a été constatée puisque la position du pays est passée du niveau 2 sous surveillance à un niveau 2 sans surveillance », s'est réjoui l'ambassadeur américain. Malgré cette légère avancée, «**le gouvernement de Madagascar ne remplit pas entièrement les normes pour l'élimination de la traite de personnes** », lit-on dans ce rapport. Cette faille se rencontre notamment **dans le domaine judiciaire.** «Madagascar ne possède aucune loi qui interdise la traite de personnes. En outre, les actuels statuts pénaux restent inconsistants. Et ce, même s'ils déclarent l'esclavage et le travail forcé comme illégaux et interdisent le proxénétisme et l'accès aux boîtes de nuit et discothèques aux moins de 18 ans », déplore toujours ce document. Ainsi, l'exploitation sexuelle des enfants demeure inquiétante. Et ce, surtout **dans les villages touristiques.** Pour aider Madagascar à sortir de cette situation compromettante, le Département d'Etat lui a alloué une enveloppe de 450.000 dollars. Le pays doit faire ses preuves puisque des sanctions, allant jusqu'à l'annulation de toute assistance non humanitaire et non commerciale, pourraient le frapper si l'esclavage moderne n'est pas contenu. (D'après Midi du 17/02/06)

4.3 Armes

Marine Nationale : l'heure est au bilan, en ce qui concerne les armes perdues lors des crises politiques de 1991 et de 2002. Elle est intervenue dans la région SAVA pour le recensement des armes militaires et fusils de chasse perdus pendant la période de 1991 à 2002. Les fusils de chasse sont en majorité de **fabrication locale.** (D'après Midi du 02/02/06)

«**La prolifération des armes à feu à Madagascar est minime par rapport à ce qui sévit en Afrique**» selon le **général Petera Behajaina.** Le ministère de la Défense achève l'identification des régions rurales où l'insécurité fait le plus de ravages. **La lutte contre les «dahalo» et le commerce illicite des pistolets feront partie des priorités du ministère cette année.** Le ministre de la Défense a participé au **Sommet sur la consolidation de la paix en Afrique,** qui s'est tenu en Addis-Abeba les 16 et 17 février. Organisée par le gouvernement japonais, par le biais du programme «Tokyo International Conference for african development», la réunion a porté essentiellement sur la **propagation des armes à feu.** Une vingtaine de pays y ont participé. La propagation des armes à feu est encore minime à Madagascar par rapport aux autres pays africains en guerre où les contrôles sont difficiles du fait de l'existence des frontières terrestres «**dérisoires**» et de la complexe réinsertion des hommes allés en guerre. Pour notre pays, **ce sont les pistolets artisanaux qui font des ravages.** L'importation étant impossible, les clients ont recours de plus en plus **au commerce artisanal et au recel des fusils de chasse.** Les armes sont susceptibles de franchir les frontières maritimes, qui ne peuvent être assurées à 100%. (D'après Les Nouvelles du 24/02/06)

5 EDUCATION, UNIVERSITE

Réforme du cycle primaire : il passe de 5 ans à 7 ans tandis que le premier cycle est réduit à 3 ans contre 4 ans auparavant. Et le second cycle réduit également de 3 ans à 2 ans. La réforme vise à mieux organiser le cycle primaire tout en évitant que les élèves passent trop d'années sur les bancs de l'école. L'un des objectifs est de permettre aux élèves

malgaches qui finissent le cycle primaire de disposer d'un minimum de connaissances et d'aptitude à faire face à la vie professionnelle. Le cycle primaire de 5 ans, en vigueur jusqu'à présent, a été jugé trop court pour atteindre ce but. En outre, le cycle primaire de 7 ans serait également *une occasion de retenir les enfants en bas-âge dans les écoles primaires* étant donné que certains parents se contentent souvent, notamment dans le milieu paysan, de scolariser les enfants jusqu'à la fin du cycle primaire avant de les orienter vers les travaux manuels et l'agriculture. (D'après *Matera* du 09/02/06)

Agitation à l'université d'Antananarivo à la veille de la rentrée : les meneurs posent un ultimatum à l'Etat. « Il s'agit d'exprimer des doléances, nullement d'une incitation à manifester dans la rue. Du moins pour l'instant », précise l'un des membres du comité de défense des intérêts des étudiants ou KMTM. « Nous avons des solutions à proposer à l'Etat afin de résoudre les problèmes qui nous minent. Dans une semaine, s'il n'est pas en mesure d'apporter ses propres solutions, nous mettrons en œuvre les nôtres ». **Le mouvement mobilise les recalés aux concours d'entrée et les demandeurs de logement dans les cités universitaires.** Au chapitre des cités « U », le KMTM dénonce les *constructions illicites* sur ou jouxtant les emplacements des cités. De même, il dénonce la *vétusté des cités et le nombre élevé des demandes de logement refusées*. Pour le comité, ceci est le résultat d'une mauvaise gestion *car les éternels étudiants* occupant les chambres d'étudiants sont toujours là. La crise menace l'université d'Antananarivo. Sa généralisation est à craindre car des étudiants des universités de provinces seraient prêts à intégrer le mouvement. (D'après *Midi et l'Express* du 02/02/06)

Quant au SECES, il n'exclut pas une grève des professeurs : « les enseignants ont une bonne raison de s'inquiéter, puisque seules 29% des heures complémentaires ont été honorées l'année dernière. Le recrutement, l'insuffisance du budget de fonctionnement et surtout l'environnement étudiantin sont autant de problèmes qui restent irrésolus depuis ». (D'après *La Gazette* du 02/02/06)

Les étudiants annoncent une manifestation musclée : non reçus par le ministre de tutelle Haja Nirina Razafinjato, les étudiants membres du Comité pour la Défense des Intérêts des Etudiants (KMTM), sont déterminés à intensifier leur mouvement. (D'après *L'Express* du 07/02/06)

La présidence de l'Université d'Antananarivo a fait des concessions envers les étudiants qui ont revendiqué l'augmentation du nombre des inscrits dans les facultés. Les négociations continuent. Il a été convenu que *l'effectif des étudiants à accueillir sera révisé à la hausse*. La révision ira jusqu'au recrutement du même nombre d'élèves que celui de l'année précédente. Mais le KMTM exige toujours la construction de nouveaux logements dans les cités U. Il en est de même pour le *recrutement massif d'enseignants et la mise en place des nouveaux bâtiments* pour servir de salle de cours. Fortement critiqué par le KMTM, la prolifération des *constructions privées* dans le campus universitaire reste un sujet brûlant. (D'après *L'Express* du 09/02/06)

6 MEDIAS

Caricatures de Mahomet : face à la polémique internationale consécutive à la caricature de Mahomet parue dans un journal danois, *le ministre des affaires étrangères Marcel Ranjeva* a déclaré faire confiance aux journalistes et caricaturistes malgaches. **Il prône la tolérance et le respect de toutes les religions mais aussi des valeurs du fihavanana malagasy.** (D'après *Les Nouvelles* du 10/02/06)

Mananara Nord : 2 arrestations et 2 radios privées fermées. L'arrestation de 2 proches du député Zakahely Boniface et la fermeture de sa radio prédisent-elles le sort de ce député de l'opposition ? Les radios concernées appartiennent l'une au député et l'autre au Pr Soavelo Pascal. *Ces fermetures feraient suite à une émission d'une radio privée appartenant à un*

opérateur chinois connu pour son soutien au régime, au cours de laquelle des invités ont accusé le maire « *majorité présidentielle* » de la ville de détournement. Les élus locaux, choqués par ces « *dénonciations calomnieuses* », ont réagi en faisant fermer ces stations par la gendarmerie et des éléments de l'Armée. L'atmosphère dans le district est tendue. ***Le bras de fer politique entre le député et le sénateur TIM est à l'origine de la situation.*** Le PDS de Toamasina a fait le déplacement pour une mission de sécurisation. Il pourrait y avoir une relation entre cette descente et la fermeture de ces stations, ainsi que l'arrestation de 2 proches du député Zakahely, dont l'un d'eux est journaliste. (D'après Tribune du 13/02/06)

Le ministre se pose en défenseur des médias privés : médias privés et couverture nationale peuvent aller de pair. Les médias privés peuvent désormais émettre sur tout le territoire national. « *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent la possibilité aux médias privés d'élargir leur domaine de couverture à partir de la bande FM pour les radios et du canal UHF pour les télévisions* », a-t-il reconnu. Tant qu'il n'y a pas encore de législation interdisant l'utilisation des nouvelles technologies, les médias privés sont libres d'y recourir pour satisfaire leurs usagers. (D'après L'Express du 18/02/06)

7 ECONOMIE

7.1 Banque mondiale, FMI, OMC, effacement de la dette

Lutte contre la pauvreté - La Banque mondiale se remet en cause. Un nouveau cap. Les consultations publiques effectuées par la direction des opérations de la Banque mondiale révèlent la nécessité *d'un changement d'orientation au niveau des interventions*. Dans le cadre de la préparation de la nouvelle stratégie d'assistance pays pour les 5 prochaines années, la Banque mondiale initie une série de consultations auprès des différents acteurs de la vie économique et sociale du pays. « *Les actions doivent se focaliser sur la réduction de la pauvreté* », a-t-on entendu au cours de la rencontre de la Banque avec les journalistes malgaches. La Banque s'est assigné pour devoir de recueillir les attentes de la population cible, par l'intermédiaire de sondages et d'échanges avec le gouvernement, les bailleurs, les membres de la société civile représentés par les organisations non gouvernementales, les établissements confessionnels chrétiens et musulmans, et pour finir les journalistes. (D'après L'Express et Les Nouvelles du 25/02/06)

Lutte contre la pauvreté - Encore 3, 24 milliards de dette effacés. Le gouvernement vient d'obtenir l'effacement d'une dette d'une valeur de 1,51 milliards de dollars de la part de la *Banque arabe de développement économique de l'Afrique (BADEA)*. L'accord porte sur l'annulation des intérêts de nos dettes. Il prévoit également un rééchelonnement de trois autres prêts. En attendant, le gouvernement *garde un œil attentif à la décision de la Banque mondiale* et de la Banque africaine de développement. ***A la suite de l'effacement des dettes de 18 pays par le G8, seul le FMI a déjà procédé au sien.*** (D'après L'Express du 10/02/06)

Nouvelle mission du FMI : fortes exigences sur la Jirama et les recettes fiscales. Des résultats de cette mission dépendront les futurs financements de nouveaux programmes que cette institution conclura avec le gouvernement. Plus particulièrement, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Il s'agit d'une aide à la balance de paiement destinée à aider Madagascar à sortir de la situation de pauvreté dans laquelle il s'est enfoncé ces dernières années. Mais avant de prendre des décisions, le FMI passera en revue les dernières performances du pays et examinera dans les détails les perspectives macro-économiques, mais également les politiques sectorielles. Sur ce point, le FMI se

montrera particulièrement exigeant sur les deux questions fondamentales de la Jirama et des recettes fiscales. *La situation catastrophique de celle-ci en 2005 a réduit à néant les efforts de développement économique du pays.* En outre, *l'inflation qui n'est pas encore bien maîtrisée*, ce qui pourrait aussi influencer sur la décision du FMI. (D'après Midi du 18/02/06)

Le FMI met à notre disposition 23 millions de dollars : après l'annonce de l'annulation intégrale de nos dettes, estimées à 140 millions de DTS, le FMI, a décidé de mettre à notre disposition un financement supplémentaire de 23 millions de dollars, et ce en attendant la validation de la prochaine Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Cette nouvelle enveloppe sera affectée au budget 2006, d'où la nécessité d'une rectification de la loi de finances. (D'après Le Quotidien du 23/02/06)

Pour Manandafy Rakotonirina, président du MFM et conseiller du chef de l'Etat, «les effacements des dettes claironnés sur tous les toits n'apporteront pas le bonheur aux Malgaches». «Au contraire, explique-t-il, ils vont impliquer l'application de mesures d'austérité obligeant le gouvernement à refaire des amputations budgétaires». Des spécialistes annoncent que ces amputations seraient de l'ordre de 20% cette année. Sans s'attarder sur les conséquences sociales de ces mesures, le président du parti le plus libéral du pays annonce que «le gouvernement a présenté un budget surévalué tout en sachant les piètres performances des rentrées fiscales du pays». Une tromperie qui aura de lourdes conséquences. (D'après Midi du 24/02/06)

7.2 Situation économique, conjoncture, démographie

Main d'œuvre : bon marché mais très peu productive. Le coût très peu élevé de la main d'œuvre ne constitue plus un des facteurs déterminants pour attirer les investisseurs. La main d'œuvre malgache a une très faible productivité pour diverses raisons. C'est peut-être *la fin d'un mythe sur la main d'œuvre malgache.* Depuis plus d'une année déjà, des cadres d'entreprises, notamment à capitaux étrangers notent : « *Malgré son faible coût, la main d'œuvre malgache ne fournit plus les mêmes capacités des périodes fastes comme celles situées entre 1996 et 2001. Elle perd notamment en concentration et en habileté. C'est à cause d'un pouvoir d'achat de plus en plus faible et donc à une dégradation nette des conditions de vie.* Cette situation provoque une baisse de la productivité puisque les employés, rongés par le coût très élevé de la vie, ne peuvent plus donner le meilleur d'eux-mêmes » (D'après La Gazette du 03/02/06)

Le prix du riz baisse : le stock régulateur joue bien son rôle. Le riz se vend actuellement à un prix abordable. Les mesures prises par les autorités et les opérateurs privés semblent avoir maîtrisé le jeu des spéculateurs. Les consommateurs peuvent exprimer leur soulagement. Le prix du riz sur le marché amorce un lent mais certain retour à la normale. Aujourd'hui, le riz qui est l'aliment de base des Malgaches, *n'est plus l'objet de spéculations.* (D'après L'Express du 04/02/06)

Investir à Madagascar reste risqué : avec un *classement maintenu au niveau "C"*, la Coface vient de confirmer *la précarité de l'environnement de l'investissement à Madagascar.* L'environnement économique et politique du pays est incertain et peut se détériorer à tout moment. Madagascar demeure exposé aux risques exogènes, à cause de la fragilité de son économie. Selon la Banque mondiale, *l'investissement direct étranger (IDE) reste relativement faible pour 2005. "Madagascar n'a pas encore dépassé la performance de 2001 en matière d'IDE".* Les entreprises malgaches n'investissent pas. *En 3 ans, plus du tiers des entreprises n'ont pas fait d'investissement.* (D'après L'Express du 09/02/06)

Entre 2002 et 2004, la pauvreté recule mais assez faiblement : selon l'Instat, *72,1 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté en 2004* (contre 80,7 % en 2002 et 69,6 % en 2001). Il y a donc eu une amélioration de la situation (baisse de 8,6 points) par rapport au taux de 2002, mais par contre, on n'a pas encore atteint la situation de 2001 (hausse de 2,5 points). Analysé selon les milieux, les ruraux ont enregistré une plus forte baisse de 9,1 points par rapport à 2002. Ainsi, l'incidence de la pauvreté en milieu rural retrouve pratiquement son niveau de 2001 (environ 77 %). (D'après *Les Nouvelles* du 13/02/06)

L'Ariary se trouve mal en point : les produits de rentes, tel le litchi, n'assurent plus la valeur de la monnaie locale. L'Ariary connaît une perte progressive de valeur par rapport à la monnaie européenne. La situation s'explique par une lenteur sinon un retard de la rentrée des devises au niveau de la balance commerciale. Cette mauvaise santé de l'Ariary reflète la qualité des relations commerciales de la Grande île vis-à-vis des autres pays. Au niveau du marché international, les principaux produits d'exportation de Madagascar sont la vanille, le litchi et les crevettes ainsi que les articles des entreprises franches. (D'après *L'Express* du 24/02/06)

La Grande Ile peuplée de 18 millions de malgaches, selon les dernières projections de l'INSTAT. Le dernier recensement de la population, effectué en 1993, faisait état de 12 millions d'habitants. Un nouveau recensement de la population devrait avoir lieu cette année mais, *faute de moyens, il ne pourra pas avoir lieu*. Le recensement ne pourra être techniquement réalisé, si les moyens techniques et financiers sont disponibles, que vers 2008. *Le taux de croissance démographique varie de 2,8% à 2,9%*. (D'après *Matera* du 15/02/06)

Madagascar connaîtra un début de vieillissement de la population en 2050. *La transition démographique est commencée* et Madagascar s'est engagé de façon irrémédiable dans la baisse de la fécondité et à plus long terme dans une croissance démographique modérée. Cette dernière est *souhaitée et encouragée par les autorités malgaches* via la Politique Nationale de Population pour le Développement Economique et Social. Mais *le processus sera d'autant plus long que le développement économique tardera à venir*. Cependant, *les investissements dans la santé de la reproduction et dans l'éducation, ainsi que dans la réduction des inégalités entre les sexes doivent être soutenus car ils sont particulièrement efficaces*. Ces investissements confèrent un pouvoir d'action aux individus, aux couples et surtout aux femmes. Ils rendent possible un choix, celui de limiter leur descendance et c'est bien là l'enjeu : donner aux couples qui le souhaitent la possibilité de limiter efficacement leur fécondité, quelque soit leurs motivations. Selon l'hypothèse choisie, l'effectif de la population projeté en 2030 varie entre 31 et 42 millions : 31 millions si la fécondité baisse très rapidement et 42 millions si la fécondité reste au niveau de 1995-2000. Le scénario le plus vraisemblable prévoit que Madagascar comptera un peu plus de 33 millions d'habitants dans 25 ans. (D'après *La Gazette* du 27/02/06)

8 SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES

Un palu d'un autre genre secoue les Tamataviens : cette fièvre très forte résiste aux médicaments antipaludéens classiques. Une délégation ministérielle est sur place pour enquêter. "Seul le prélèvement de l'Institut Pasteur peut nous confirmer la nature de la maladie. Les rumeurs circulant déjà quant à l'existence de l'épidémie de chikungunya semblable à celle de la Réunion ne sont pas encore confirmées", ajoute un responsable voulant écarter cette hypothèse. La confusion règne. A Toamasina, on compte déjà des victimes alors que les autorités civiles et médicales ne prennent aucune mesure. "Ceux qui décèdent sont les personnes qui préfèrent l'automédication car, pour le moment, les médicaments sont encore suffisants au sein de

notre hôpital", conclut le médecin-chef. Et les stocks en pharmacie commencent à s'épuiser. (D'après L'Express du 01/02/06)

Chikungunya ou pas - le ministre de la santé évasif : à l'hôpital de Toamasina, les malades attendent de savoir un peu plus sur cette mystérieuse fièvre. A vouloir trop rassurer l'opinion publique, le ministre de la Santé Jean-Louis Robinson s'est empêtré dans des explications douteuses sur les cas de fièvre qui sévit à Toamasina. "Un prélèvement sur six est un cas douteux. Il s'agit d'une arbovirose, encore dénommée grippe tropicale", affirme le Dr Jean-Louis Robinson annonçant le résultat de l'analyse des prélèvements de sang envoyés à Lyon. **Au lieu d'avoir levé la psychose au sein de la population, Jean-Louis Robinson n'a fait que la renforcer.** (D'après L'Express du 15/02/06)

Chikungunya ou non à Toamasina ? Marché noir des moustiquaires. Bien que le ministère de la Santé ne cesse de rassurer et de déployer des efforts face à cette maladie, **la peur continue de sévir à Toamasina où la fièvre aiguë fait de nombreuses victimes.** Tous les centres de soins sont saturés et le nombre de victimes de cette fièvre ne cesse de croître. Certaines se sauvent dans les hôpitaux de la Capitale. La pénurie en médicaments menacerait-elle le Grand port de l'Est, contrairement à ce que déclarent les autorités ? Quant aux moustiquaires offertes par l'OMS, elles seraient mal distribuées On ne sait pas exactement qui est en charge de les distribuer ou de les vendre. On en trouve en vente jusque la capitale, au prix de 3.000 Ar. L'Etat affirme qu'il ne s'agit pas du fameux chikungunya mais d'une variante, alors que la communauté internationale est en état d'alerte depuis un certain temps sur la situation sanitaire dans l'Océan indien, aux Comores et à Madagascar. Qui a donc intérêt à ce qu'on ne dise pas la vérité sur ce qui se passe vraiment actuellement dans la Capitale Betsimisaraka où la capacité de productivité de la population ne cesse de diminuer ? Conscient de la gravité de la situation à Toamasina, **l'ambassadeur français à Madagascar a annoncé sur RFI que la France enverra à Toamasina des soldats pour détruire les moustiques.** N'avons-nous pas suffisamment de soldats pour accomplir cette opération de chasse aux moustiques ? (D'après Tribune du 21/02/06)

Fin du suspens : dengue et non chikungunya : la forte fièvre qui sévit à Toamasina depuis janvier n'est pas de la chikungunya mais de la dengue classique encore dénommée "dengue 1". C'est ce qu'a annoncé le Dr Antoine Talarmin, directeur général de l'Institut Pasteur de Madagascar. " La dengue transmise par le flavivirus et la chikungunya par l'alphavirus sont des variantes de l'arbovirose". Des éléments des forces interarmées de la zone sud de l'océan Indien (Fazoi) aideront les autorités de Toamasina à mener une campagne d'aspersion d'insecticide. Les autorités nationales se veulent donc rassurantes sur le sujet mais **certains résultats contradictoires doivent encore être approfondis.** (D'après L'Express du 22/02/2006)

Chikungunya : quatre experts de l'OMS à la rescousse de l'Océan Indien. Ils sont attendus dans la Grande Ile pour une visite de 3jours. Madagascar ne reconnaît pas encore l'existence de cette maladie sur son territoire mais l'Institut Pasteur de Lyon aurait découvert le virus du chikungunya sur un des prélèvements qui lui ont été envoyés par l'Institut Pasteur de Madagascar. La présence de *Aedes aegypti*, responsable du chikungunya a déjà été constatée mais, curieusement pour l'instant, ce moustique ne transmet que la dengue. Les 2 maladies présentent des symptômes très semblables. (D'après Midi du 23/02/06)

Cette maladie crée une psychose, non seulement à Toamasina mais sur l'ensemble du territoire. La situation locale est toujours inquiétante. **L'automédication** gagne du terrain, ce qui rend difficile l'évaluation de la gravité de la maladie. Il se pourrait bien qu'il y ait eu des morts mais ces derniers n'ont pas été enregistrés car ils ne sont pas passés par l'hôpital. Mais

Toamasina est aussi malade de la saleté. La ville a perdu son image de première ville portuaire et de première destination touristique à cause de la saleté et de l'état délabré de ses routes. (D'après *La Gazette et Les Nouvelles* du 28/02/06)

Paludisme : première cause de mortalité à Madagascar. Cette maladie est responsable de 35% des décès dans le pays avant la diarrhée (17%) et les infections respiratoires aiguës (3%). Dans un centre hospitalier, on enregistre tout au moins deux cas de décès liés au « *palu* » par jour. Une consultation sur 5 dans les centres de santé est imputable à cette maladie dont la prévalence est 5 fois plus forte que la tuberculose, la rougeole et le sida confondus. (D'après *Midi* du 15/02/06)

Test de dépistage du Vih/sida : le Chef de l'Etat donne l'exemple. Le Président de la République et son épouse Lalao ont subi le dépistage et ont appelé tous les citoyens malgaches à s'y soumettre à leur tour. Le Président du Sénat, des membres du staff de la Présidence et le Maire de la Commune d' Antananarivo ont fait également le test de dépistage. La lutte contre le Vih/sida figure parmi les priorités du régime. Le taux de prévalence reste relativement faible à Madagascar mais la vitesse de contamination est effarante. (D'après *Le Quotidien* du 28/02/06)

Commission Européenne et Unicef : 500.000 euros pour l'urgence nutritionnelle à Vangaindrano. Les opérations dans la région ont débuté en décembre 2005, après que le chef de région a alerté les autorités sur la crise nutritionnelle dans le district. Des distributions de nourriture ont été immédiatement mises en place par le PAM et le CNS (Comite National de Secours) en partenariat avec des ONGs nationales et internationales. Une récente enquête anthropométrique a en effet confirmé que près de *5.000 enfants âgés de 6 mois à 5 ans et 4.500 femmes enceintes et allaitantes ont besoin d'une intervention nutritionnelle d'urgence.* Par ailleurs, *500 enfants sévèrement malnutris devront être pris en charge* dans des centres de nutrition thérapeutique dans les 12 communes du district. Au-delà de cette aide humanitaire d'urgence, l'UE envisage de *soutenir des actions structurantes* pour remédier aux causes de cette situation de crise. (D'après *L'Express* du 04/02/06)

Insécurité alimentaire : l'USAID intervient dans les régions du Sud-est et de l'Anosy. 252.901 dollars : telle est la valeur du financement de l'activité «*fournitures de semences améliorées*» offert par le bureau de l'USAID qui s'occupe des aides aux pays étrangers victimes de catastrophes pour les communes des régions du Sud-est et de l'Anosy. Cette activité se consacre sur la distribution de semences améliorées à cycle court de riz et de légumes, des vivres et d'autres intrants agricoles. Tout ceci, pour renforcer *les programmes Vivre Contre Travail (VCT)* axés sur la réhabilitation d'infrastructures agricoles en vue de la prochaine saison. L'USAID assure aussi à court terme la *sécurité alimentaire de 16.080 familles des régions du Sud-est* (Vangaindrano) et de l'Anosy. L'USAID a aussi répondu à la demande d'aide nutritionnelle d'urgence du Gouvernement malgache pour le secteur de Vangaindrano victimes d'inondations. (D'après *Les Nouvelles* du 15/02/06)

Famine à Midongy du Sud : 150 000 habitants ignorée de tous. « *Fifanampiana Malagasy* », partenaire du secours Populaire français, y a porté assistance *en se rendant à pied sur les lieux* (280 km), faute d'infrastructures routières dignes de ce nom. Aucune assistance officielle jusqu'ici n'est parvenue à la population. La FIFA a organisé deux missions pour ces personnes atteintes de sous-alimentation aigüe. (D'après *Tribune* du 20/02/06)

Un parfum d'escroquerie internationale ? Les membres du Comité Restreint des Intervenants en Catastrophe (CRIC) soupçonnent certaines ONGs et associations, œuvrant

soi-disant pour des raisons humanitaires, engagent des négociations pour obtenir des dons internationaux, *alors qu'une partie de ces dons n'arrivent pas à destination*. Leur technique serait d'utiliser des sites affiliés aux Nations Unies, et de qualifier des faits qui n'existent pas, pour pouvoir soutenir leur projet, afin de bénéficier de dons. Cela ressemble fortement à une escroquerie internationale. Le CRIC n'écarte pas l'ouverture d'une enquête. (D'après Midi du 22/02/2006)

Le cyclone Boloetse qui a frappé récemment le sud de Madagascar a fait plus de 6 000 sinistrés sans parler d'importants dégâts matériels. Une délégation composée de membres du Conseil national de secours (CNS), du Catholic relief services, du PAM et de l'UNICEF rapportent aussi que 2 491 maisons d'habitation, 11 écoles, 2 centres de santé de base et un marché ont été endommagés. "La gravité de la situation peut entraîner des *risques énormes pour la santé*. Une épidémie de rougeole et une recrudescence de la diarrhée et du paludisme sont à craindre", note le secrétaire exécutif du CNS. (D'après Armées.com du 11/02/06)

Le bilan s'alourdit. Quatre décès, deux personnes portées disparues et une autre blessée, 2 565 cases détruites, 6 112 sinistrés, 190 sans-abri... Telles sont, entre autres, les séquelles laissées par le cyclone tropical Boloetse engendrant de nombreux dégâts matériels et humains et frappant la partie méridionale de l'île. (D'après L'Express du 17/02/06)

Au 27/02/06, 1euro = 2606 Ariary (cours pondéré)